

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 55 (1914), p. 37-48

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1914__55__37_0

© Société de statistique de Paris, 1914, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VI

BIBLIOGRAPHIE

L'agriculture au Katanga. — Possibilités et réalités (Missions de l'Institut Solvay) (1)

L'importance, au point de vue de l'avenir économique d'un pays, des questions touchant la mise en valeur de ses possessions coloniales, justifie le but des missions organisées par l'Institut de sociologie Solvay, au Congo belge. M. Hock, chargé plus spécialement d'étudier le problème de la colonisation agricole dans le Katanga (qui forme la partie sud-est du Congo), expose dans un rapport très détaillé les résultats de ses observations et les conclusions qui s'en dégagent au sujet de l'avenir agricole de la colonie. Cet avenir dépend de nombreux facteurs : les uns, d'ordre agrolologique, presque fixes; les autres, d'ordre économique, essentiellement variables.

Les périodes bien tranchées de pluie et de sécheresse, les écarts entre les températures diurnes et nocturnes restreignent beaucoup au Katanga le choix des cultures possibles, et d'autre part exigent du colon belge certaines précautions d'alimentation et d'hygiène. Le sol, très schisteux, pauvre en chaux, résiste mal à l'action énergique des agents physiques et chimiques et notamment des pluies qui dénudent les pentes, entraînant dans les vallées les éléments fertilisants. Sa teneur en humus est assez faible, et l'épuisement en est rapide. Ceci explique les habitudes nomades des indigènes toujours à la recherche de terres cultivables. Différents moyens ont été essayés pour entraver l'épuisement du sol; le plus efficace serait la fumure ou l'emploi d'engrais. Il faut malheureusement y renoncer car, d'une part, le fumier fait défaut par suite du manque de bétail et, d'autre part, le transport d'engrais naturels ou artificiels provenant de l'étranger serait trop coûteux.

Le Katanga étant presque entièrement recouvert de forêts, l'appropriation du sol à la culture exige tout d'abord le déboisement. Parmi les cultures possibles, citons le maïs, le sorgho; la culture du riz est difficile; par contre, le climat du Katanga semble assez favorable au cotonnier.

Le maintien du gros bétail est rendu presque impossible par de nombreuses maladies dont la plus terrible, « la nagana », transmise par la mouche tsé-tsé, est un véritable fléau. — La main d'œuvre agricole est rare et chère, et c'est là un obstacle sérieux au développement de la colonie.

Pour toutes ces raisons, le Katanga est, à l'heure actuelle, tributaire des contrées avoisinantes et notamment de la Rhodesie, au point de vue du ravitaillement. Le développement des voies de communication aggraverait la concurrence contre laquelle le colon belge aura à lutter pour la vente de ses produits.

Mais, avant même de pouvoir semer, ce colon est obligé, d'après ce qui précède, de faire des travaux de premier établissement, à savoir le déboisement et le labour, travaux coûteux qui exigent un capital initial assez important. Le recrutement des colons est donc difficile; les tentatives de la Compagnie foncière du Congo sont restées infructueuses et les fermes qu'elle avait fondées ont dû être rachetées par l'État. Le Gouvernement donne aux émigrants, outre l'emplacement où ils établiront leurs fermes, bien d'autres facilités : transport gratuit, location ou travail à forfait d'instruments de défrichement ou de labour mûs par la vapeur, fourniture de semences, prêts de matériaux pour la construction des maisons, etc... Chaque émigrant touche, en outre, une indemnité pendant les trois premiers mois de son installation, et doit ensuite rembourser par annuités le coût du déboisement, les frais de construction de ses bâtiments, etc.. Mais, vu la fertilité médiocre du Katanga, ce remboursement semble aléatoire, et M. Hock estime, avec juste raison, que ces frais de premier établissement devraient être considérés comme inhérents à la préparation générale de la

(1) Un vol. in-8, de 305 pages et 106 photographures. Misch et Thron, éditeurs à Bruxelles. Prix : 3 fr. 50.

colonisation et rester, de ce fait, à la charge entière de l'État. La grosse difficulté sera d'assurer la main-d'œuvresuffisante pour l'exploitation des fermes. En tout cas l'avenir de la grande culture est douteux ; la moyenne culture peut, avec l'aide de l'État, donner des résultats ; mais M. Hock conclut qu'on ne peut rien affirmer tant que l'expérience, prouvant qu'un colon, livré à ses seules ressources, « pourra gagner sa vie aussi bien qu'un entrepreneur de travaux ou un commerçant placé dans les mêmes conditions économiques », ne sera pas effectuée. Et cette expérience ne pourra se faire qu'au moment où l'État aura fait les travaux nécessités par l'appropriation du sol à la culture.

Le rapport de M. Hock est précis, bien ordonné et illustré de nombreuses photographies. La lecture en est intéressante. Il pourrait peut-être servir de modèle aux études que nous, Français, nous aurions le plus grand intérêt à posséder sur celles de nos colonies qui sont en voie d'organisation.

I. BROCHU.



Manuel pratique de prévention des accidents du Travail,
par Louis ZACON et René LEFEBVRE (1).

Tous les industriels, qui suivent attentivement les statistiques des accidents du travail, ont été frappés de l'augmentation incessante du nombre des sinistres qui atteignent les ouvriers au cours de leur travail.

Pour les grosses industries, la question de prévention a été en partie résolue, soit parce que l'outillage, fréquemment renouvelé, a été remplacé par des machines modernes admirablement aménagées, soit parce que l'outillage ancien a été modifié et amélioré de façon à diminuer les risques de l'ouvrier.

Pour les industries de moindre importance ou pour les petites maisons, la question était demeurée jusqu'à ce jour irrésolue. Les chefs d'industries, malgré de louables efforts et une bonne volonté évidente, ne réussissaient pas à obtenir des résultats, satisfaisant, à la fois, leurs intérêts et ceux du personnel qu'ils emploient. Cela tient à ce que tout le poids d'une maison repose souvent sur une seule personnalité qui fournit, pour la soutenir, le maximum de travail et d'activité et n'a pas le temps matériel de se consacrer à l'étude de questions dont l'intérêt n'apparaît pas primordial. Cela tient aussi parfois à l'ignorance des procédés actuellement en usage.

Quelle qu'en soit la cause, les compagnies d'assurances et les industriels se sont émus de la fréquence et de la gravité toujours croissante des accidents du travail.

L'une des plus importantes et des plus anciennes compagnies d'assurances sur les accidents, La Prévoyance, dont le siège est à Paris, 23, rue de Londres, a résolu de consacrer sa notoriété et les puissants moyens dont elle dispose à la solution pratique de cette question de prévention.

Elle s'est adressée à M. R. Lefebvre, chef de son service technique, dont la compétence a été maintes fois appréciée dans l'industrie. Ce dernier a trouvé en M. Zacon, l'un de nos plus distingués inspecteurs du travail, un collaborateur des plus qualifié pour la mise au point d'un ouvrage de ce genre. Ces deux personnalités étaient donc tout particulièrement désignées pour écrire un ouvrage qui satisfasse à la fois les industriels, les compagnies qui les assuraient, leurs ouvriers, et aux lois et décrets dont l'application appartient au ministère du Travail.

Ils viennent de publier un manuel pratique de prévention des accidents du travail, que La Prévoyance se propose de répandre afin d'améliorer les résultats de la statistique des accidents.

Dans cet ouvrage, les moyens de prévention des accidents du travail ont été étudiés, pour chaque branche d'industrie, de façon à fournir une solution pratique et peu coûteuse. Ce livre, admirablement illustré, doit demeurer le vade-mecum de l'industriel soucieux de ses intérêts et de la santé de son personnel. Chacun y trouvera des renseigne-

(1) Un volume grand in-8, de 154 pages. — Les éditions techniques, 18, boulevard Beaumarchais, Paris. Prix : 4 francs.

ments utiles, chacun s'évitera l'effort d'une recherche et souvent l'ennui d'un procès-verbal, à la suite de réclamations des inspecteurs du travail.

Par son heureuse initiative, La Prévoyance, dont quelques administrateurs et le directeur appartiennent à notre Société, se met une fois de plus à la tête du progrès et son geste sera apprécié autant par les gros industriels et les petits patrons que par les statisticiens qui s'occupent d'accidents du travail et qui pourront constater, souhaitons-le, les effets heureux de l'éducation des usiniers.

A. B.

* * *

***La vie des grandes capitales*, par Gaston CADOUX (1).**

Les grandes capitales modernes constituent de gigantesques organismes dont l'adaptation constante aux besoins de leur population est un problème rendu de plus en plus difficile à résoudre, par l'extension de ces énormes agglomérations et le développement croissant du bien-être dans toutes les classes sociales. La distribution de l'eau nécessaire à l'alimentation et à l'hygiène des citadins, celle du gaz et de l'électricité, qui permet à l'activité urbaine de ne pas ralentir malgré l'absence du jour, l'application de la traction mécanique aux transports urbains, qui confère presque le don d'ubiquité à une population que ses affaires et ses conditions d'existence appellent à des déplacements toujours plus fréquents, tels sont les aspects de ce problème que M. Cadoux nous invite à envisager avec lui dans cette nouvelle édition mise à jour après le rapide épuisement de la première.

Dans ces études comparatives, l'auteur jette d'abord un coup d'œil sur la Rome antique, qui avait su dispenser l'eau à ses habitants avec une générosité que l'on ne connaît plus, grâce à un système d'aqueducs que la Rome d'aujourd'hui n'a eu qu'à moderniser et qui a servi de modèle aux ingénieurs de la plupart des grandes villes. Il nous ramène ensuite à Paris, pour décrire les installations grâce auxquelles Belgrand et ses successeurs ont assuré, à notre capitale, un service d'eau digne de son rang dans le monde. La fin du chapitre est consacrée à l'organisation du service à Vienne, sous l'impulsion des visées grandioses du bourgmestre Lueger ; à Berlin, réduite à tirer de son sous-sol une eau ferrugineuse qui ne peut être consommée qu'après un traitement compliqué ; à Londres enfin, qui n'a pour s'alimenter que les eaux douteuses de la Tamise.

Le chapitre réservé à l'éclairage montre la révolution qu'ont accomplie l'incandescence par le gaz et le développement de l'éclairage électrique : à Paris, qui a depuis dix ans profondément modifié le régime de ses concessions, à Londres et à Berlin. Les progrès réalisés de ce côté ne sont encore qu'à leurs débuts. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'art de l'éclairage est dans l'enfance ; les plus perfectionnés des procédés courants ne procurent, par rapport à l'énergie dépensée, qu'un rendement insignifiant en radiations lumineuses.

Le dernier des grands services industriels étudiés, par M. Cadoux est celui des transports en commun à Londres, Paris et Berlin. Paris, resté si longtemps à cet égard en arrière de villes bien moins importantes, a enfin maintenant des services qui peuvent rivaliser avec ceux de Londres, et les dépassent même au point de vue de l'intensité de la circulation rapportée à la population.

Les transformations et le développement rapide de ces services vitaux ont nécessairement d'importantes répercussions sur les finances municipales, et particulièrement sur la dette dont l'étude fait l'objet d'un dernier chapitre. Avant de procéder à l'analyse des dettes de Paris, Londres et Berlin, M. Cadoux met fort judicieusement ses lecteurs en garde contre l' inanité, et même le danger de comparaisons hâtives entre les finances des grandes villes, qui évoluent dans des conditions si diverses. « On ne peut considérer sous le même angle, dit-il, de monstrueuses agglomérations de création récente et qui viennent à peine de s'unifier, comme New-York et Chicago, et de vieilles municipalités historiques, comme Paris, Rome et Prague, ou bien encore des groupes de communes formant une

(1) 1 vol., 2^e édition, Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1913. Prix : 4 fr.

seule agglomération sans lien entre elles, comme Bruxelles, ou reliée par une autorité centrale, comme Londres.

« Mais, la défiance des généralisations hâtives ou mal fondées restera longtemps encore, malheureusement, l'apanage de quelques patients économistes, de graves philosophes, ou de laborieux fonctionnaires, rouages essentiels, mais souvent invisibles, des collectivités modernes, infatigables compulseurs de textes et de chiffres. Ceux-là, dans le seul espoir — trop souvent déçu — de trouver et de faire admettre de nouvelles règles de sage administration, analysent ou synthétisent les moroses paperasses financières. C'est là, en définitive, que s'aperçoivent, se reflètent avec plus ou moins de fidélité, les conséquences successives des actes des corps élus, dont les décisions animent les mécanismes compliqués de l'administration des grandes capitales, réglant, gênant ou favorisant la vie collective de millions d'hommes. »

Dans cette série d'études, où la statistique trouve largement son compte, car elles sont éclairées par de nombreuses données numériques puisées aux sources officielles, M. Cadoux n'a point failli au titre de son ouvrage, qui évoque réellement la vie des grandes agglomérations modernes, dans leurs efforts coordonnés pour se constituer des éléments organiques aussi indispensables à leur existence que les nerfs ou le cœur le sont à la vitalité de l'organisme humain.

Au point de vue économique, un enseignement ressort de la lecture de ces études : c'est que l'exploitation des services municipaux industriels par régie directe se montre souvent fort onéreuse pour les finances des villes, qu'il s'agisse des eaux de Londres ou de l'ancienne usine municipale d'électricité de Paris. Par contre, la libre concurrence présente, lorsqu'elle est possible, comme en matière de transports urbains, des inconvénients d'un autre ordre ; c'est ainsi qu'à Londres certains quartiers se sont trouvés privés de moyens de transports, alors que d'autres étaient encombrés. L'exemple de Londres même et de ses lignes métropolitaines montre que les entreprises tendent alors à se concentrer entre les mains de syndicats puissants. Il paraît préférable que cette concentration s'effectue avec le concours de la ville et au profit de ses finances par un système de concession, soit à une compagnie fermière, soit à une régie intéressée, qui semble constituer le mode le plus rationnel et le plus avantageux d'exploitation de ces grands services publics.

G. R.

* * *

Les Divisions régionales de la France, par C. BLOCH, L. LAFFITTE, J. LETACONNOUX, M. LEVAINVILLE, F. MAURETTE, P. DE ROUSIERS, M. SCHWOB, C. VALLAUX, P. VIDAL DE LA BLACHE.

Dès les premières lignes de son introduction, M. Vidal de La Blache pose le problème que les divers auteurs de ce recueil s'efforceront, par des voies plus ou moins détournées, de résoudre ou du moins d'éclaircir. « On s'est demandé, dit-il, sur quelles bases pourraient être établies les divisions qui seraient éventuellement à substituer à nos cadres administratifs (1). » Il ajoute ailleurs « que la réforme, pour être féconde, devra s'appuyer sur des réalités vivantes ». C'est dire de suite que cette réforme, envisagée de la sorte, de façon réaliste, et par là même scientifique, devra nécessairement être assez souple pour s'adapter aux transformations que l'évolution économique impose au pays.

On est très généralement d'accord pour convenir que l'organisation administrative de la France réclame des améliorations, qu'elle ne s'adapte pas à l'état actuel des choses. D'aucuns espèrent, assez naturellement, trouver dans la province de l'ancienne France un modèle qui puisse faciliter la mise sur pied des réformes. Il semble assez sage de vouloir préparer l'avenir en renouant avec le passé.

Mais les provinces, dans les limites que leur assigne une tradition déjà ancienne, ne

(1) Page 3.

répondent elles-mêmes pas toujours aux divisions administratives établies par l'ancien régime : les diocèses ecclésiastiques, les gouvernements militaires, les généralités, les bailliages méconnaissaient souvent les limites des anciennes provinces. Alors, déjà, plusieurs d'entre elles n'étaient plus qu'un souvenir.

Sans doute, la Provence, le Dauphiné, la Franche-Comté, l'Alsace, la Bretagne, provinces géographiquement bien caractérisées, formaient des intendances uniques; la Normandie était partagée entre plusieurs généralités correspondant à une partie délimitée de la province : haute, basse ou moyenne Normandie. Mais, ni le Boulonnais, ni le Sauxmurois, ni le Beauvaisis, etc., ne correspondaient à un siège administratif. Ce n'étaient même pas d'anciennes provinces, ce n'étaient que des « pays ». Néanmoins, dans son organisation départementale, la Constituante aurait voulu, nous dit M. Camille Bloch, observer non seulement les frontières d'anciennes provinces, mais aussi celles de certains pays, opérant d'ailleurs entre eux un choix qui nous paraît aujourd'hui arbitraire.

« Les circonscriptions créées momentanément en vue de la future division administrative ont un caractère manifestement factice (1). » M. C. Bloch ajoute : « Ce serait cependant une injustice envers les constituants que d'insister exclusivement sur cet aspect de leur œuvre. Il faut tenir compte du fait que les portions de territoire agrégées les unes aux autres étaient généralement déjà unies entre elles par des liens administratifs ou par des liens économiques (2). » M. Bloch prend un exemple : « L'association de l'Orléanais, du Blaisois et du pays chartrain, d'où devaient sortir trois départements, n'avait rien de choquant, pas plus que l'association de l'Aunis et de la Saintonge (3). » La révolution territoriale de 1789-1790 fut, pour reprendre les expressions de M. Bloch, « une combinaison de souvenirs historiques, de réalités administratives actuelles, de valeurs géographiques et d'intérêts économiques ».

Cette conciliation d'éléments, qui avaient souvent cessé d'être conciliables, se trouvait d'avance imparfaite; mais eût-elle été parfaite en son temps qu'elle n'aurait pu le demeurer. En effet, les divisions administratives doivent tenir compte des divisions régionales; celles-ci subissent d'autres influences que celles des conditions naturelles; elles s'adaptent à des situations sociales; elles se transforment; elles sont « relatives ». Les divisions administratives doivent être modifiées quand une fois les divisions régionales se sont d'elles-mêmes transformées.

La rapidité des communications est l'un des facteurs qui ont le plus contribué à déplacer les frontières des divisions régionales. Ceci non seulement en accentuant la tendance vers la centralisation administrative; mais surtout en précipitant le mouvement de concentration industrielle, commerciale, financière. La rapidité des transports a facilité la division du travail, la naissance de la grande industrie. Il faut aux centres industriels des débouchés étendus, aux ports un vaste arrière-pays... Les cadres restreints d'autrefois disparaissent. L'organisation économique qui correspond à cette situation suppose des centres où se concentrent et s'échangent les produits nécessaires à l'industrie; de grandes villes se créent; d'anciennes agglomérations s'accroissent. Mais en même temps les villes moyennes perdent leur rôle d'intermédiaire. « Entre 1846 et 1906, la population de Paris a augmenté dans la proportion de 460 %; les villes qui ont aujourd'hui plus de 100.000 habitants dans la proportion de 350 %; les autres dans la proportion de 140 % seulement. On a donc surtout émigré vers les grandes villes (4). » Ce phénomène est général, moins accentué même en France qu'en d'autres pays : alors que l'Angleterre a 38 villes dépassant 100.000 habitants, que l'Allemagne en a 48, la France n'en a encore qu'une quinzaine.

De grandes villes, de grands ports, attirant à eux l'activité d'une région, devant à cette activité leur raison d'être, mais fournissant en même temps à cette activité un aliment et une direction, tels sont les traits essentiels sous lesquels se présentent aujourd'hui les grands pays.

(1) Page 34.

(2) Page 34.

(3) Page 34.

(4) Voir page 75.

A toute époque, les intérêts économiques ont joué un rôle dans l'organisation d'une nation, mais jamais plus qu'à présent. L'étude des divisions régionales se confond aujourd'hui souvent avec l'étude de ces intérêts. L'étendue des nouvelles « régions » facilite cette étude. L'ouvrage *Les Divisions régionales de la France* n'envisage pas seulement la genèse de ces divisions, il présente aussi des monographies de quelques-unes de ces régions : Bretagne, région lorraine, région nantaise, région rouennaise.

Mais il paraît ici surtout utile de rappeler les idées essentielles qui apparaissent à la lecture, même rapide, de ce livre. Tout d'abord une idée qui ne s'y trouve guère développée, mais qui, dès le début, se trouve en quelque sorte posée comme un axiome, celle des rapports étroits entre l'organisation administrative et l'organisation économique. Une autre idée, à laquelle M. Vidal de La Blache consacre presque toute son introduction, est celle de la « relativité des divisions régionales », idée particulièrement importante puisqu'elle met en garde contre un respect excessif aussi bien de l'organisation actuelle que des organisations plus anciennes, parce qu'elle montre que les réformateurs doivent faire ici œuvre nouvelle, et qu'ils ne peuvent demander au passé que des lumières qui les éclairent. Les chapitres consacrés aux agglomérations urbaines, au développement et à la transformation des ports, montrent bien l'ensemble des circonstances qui, s'ajoutant aux tendances générales, ont favorisé ces mouvements. Ainsi l'abondance, la qualité et la régularité du travail qu'offre la ville n'expliquent pas seuls l'abandon des campagnes : ce sont encore les transformations apportées à la culture; la tendance à faire plus grande la part de l'élevage; enfin, le reboisement de certaines régions, la disparition des industries locales. Il ne faut pas s'exagérer d'ailleurs ce phénomène de concentration dans les villes : le transport de l'énergie à grande distance favorise certaines industries à domicile; des terres en friche sont assainies, enrichies et rendues à la culture. L'on peut ajouter que le travail des champs redevient plus rémunérateur; que la terre reprend de sa valeur perdue. Il faut compléter le chapitre de M. Maurette sur les agglomérations urbaines par le livre de M. Vandervelde sur « l'Exode rural et le retour aux champs » et le si attachant « Retour à la terre » de M. Méline.

Mais aussi bien les motifs qui expliquent un exode rural que ceux qui déterminent le développement des agglomérations urbaines justifient le délaissement des petites villes : celles-ci sont les principales victimes de l'évolution actuelle.

Le chapitre consacré au développement et à la transformation des ports de mer a pour auteur M. de Rousiers — Il ne pouvait guère être confié à plus compétent. M. de Rousiers, après avoir montré comment et pourquoi le développement des ports est une manifestation particulièrement sensible de la tendance moderne à la concentration, conclut à la nécessité de porter tout son effort sur les ports en voie de progrès, de développer et d'outiller les ports suivant les fonctions qu'ils remplissent — fonction commerciale, fonction industrielle; d'aider, dans tous les ports dignes d'être aidés, la fonction régionale, base nécessaire d'une activité permanente.

La place manque malheureusement ici pour parler des quelques monographies régionales qui terminent *Les Divisions régionales*. — Toutes ces monographies sont intéressantes, mais un peu différemment. — Celles relatives à la région lorraine, à la région nantaise, à la région rouennaise présentent, à notre avis, un intérêt particulier.

André DUMERIL.

* * *

Comment choisir, comment gérer ses placements? par Henry LOWENFELD (1).

Le sujet n'est pas nouveau : il a déjà été traité avec maîtrise par plusieurs membres de la Société de Statistique; nous devons nous féliciter cependant de ce qu'un étranger très avisé soit venu nous apporter le fruit de son expérience en ces matières délicates, dont la

(1) Un vol. in-8 de 276 pages. Paris, 1912; Félix Alcan, éditeur, prix : 3 fr. 50.

complexité permet toujours de nouvelles combinaisons. Dans la mesure où il explore le même domaine que MM. des Essars, Paul Leroy-Beaulieu, Alfred Neymarck, il confirme leurs conseils de prudence. Mais son point de vue diffère en partie du leur et, s'adressant à d'autres lecteurs, plus entreprenants peut-être et plus habitués aux affaires, il leur propose d'autres placements. M. Lowenfeld est d'ailleurs grand partisan de la relativité et n'a garde de préconiser les mêmes placements pour tout le monde : à part une trop vaste catégorie de titres, qui ne méritent pas le nom de valeurs et dont la création relève de l'escroquerie ou de l'absurdité, il constate qu'aucun titre n'est absolument bon ni absolument mauvais et qu'à un certain cours tout titre peut devenir intéressant pour un portefeuille composé d'une certaine manière et dont le propriétaire se propose un certain but.

Le principe auquel il revient toujours est un principe d'assurance; la nécessité de diviser et assortir les placements de telle sorte que les pertes subies sur une catégorie soient compensées par les bénéfices réalisés sur une autre. Pour l'application de ce principe, il signale l'avantage d'égaliser les placements faits dans les diverses régions du monde, non seulement quant à leur montant, mais aussi quant à la nature des titres, les chances d'un placement en obligations, par exemple, n'étant pas aptes en général à contrebalancer les chances d'un placement en actions. La division la plus importante aux yeux de M. Lowenfeld est la division géographique. Pour en montrer la supériorité, il fait appel à la statistique. En regard d'un tableau de nombreuses et très diverses valeurs anglaises (dont le choix comporte sans doute un examen critique), il place un tableau de rentes émises par les principaux pays. Toutes les valeurs du premier tableau ont fortement baissé de 1896 à 1914; pour les valeurs du second, au contraire, les variations de cours se sont effectuées dans les deux sens. Il ne faudrait pas se hâter de conclure que cette observation (toute réserve faite quant au choix de chaque titre particulier) contredise absolument la théorie d'après laquelle les valeurs à revenu fixe ont une tendance à baisser quand les valeurs à revenu variable montent; à côté de théories aussi générales, il subsiste toujours une large place pour les exceptions. L'auteur a multiplié les statistiques de ce genre dans un autre ouvrage : *Investment an exact science*.

Recommandant à ses lecteurs d'analyser les bilans de sociétés, il indique la méthode qui lui paraît la meilleure pour ce travail, méthode de critique et de simplification qui élimine les détails insignifiants. M. Lowenfeld est l'ennemi d'énormes et encombrantes documentations, préparées machinalement, où se trouvent comparés les rendements d'entreprises qui n'ont de commun entre elles que le nom générique. On peut rappeler à ce sujet les doutes que d'éminents économistes ont exprimés avec raison au sujet de la sincérité et du caractère probant de certains bilans. Il est assurément regrettable que les comptabilités, présentant déjà par elles-mêmes des mérites si inégaux, soient mises à la disposition du public d'une manière si incomplète et souvent si peu fidèle; mais les inexactitudes se trahissent à la longue aux yeux d'observateurs attentifs et il faut reconnaître que les bilans et comptes rendus, lorsqu'on y joint tous les moyens de contrôle possibles, sont encore, pour un actionnaire ou un obligataire, s'il ne peut voir les affaires que « du dehors », la base de jugement la plus solide, généralement préférable aux informations personnelles et aux commentaires dont l'inspiration est rarement désintéressée.

On a objecté à M. Lowenfeld que sa méthode ne garantissait pas contre toute perte; mais son ambition ne va pas aussi loin : il cherche seulement le moyen de réduire les pertes au minimum. A plus forte raison ne prétend-il pas donner la recette qui conduirait à accroître rapidement une fortune.

En réalité, l'application de la méthode de M. Lowenfeld ne va pas sans quelque labeur. Beaucoup de capitalistes moyens n'ont ni les loisirs ni les connaissances nécessaires pour la suivre dans sa perfection. Cependant, malgré les obstacles de détail qui rendent difficile la répartition « harmonieuse » des placements et qui peuvent en réduire l'efficacité dans certains cas, il est intéressant, au point de vue pratique comme au point de vue statistique, de connaître l'ouvrage très clair, vivant et original, où se trouvent exposés les renseignements techniques et les arguments qui servent de base au système.

E. B. D.

VII

LISTE DES DOCUMENTS PRÉSENTÉS DANS LA SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1913
ET DES PUBLICATIONS PÉRIODIQUES PARVENUES PENDANT L'ANNÉE 1913

ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque	ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque
DOCUMENTS OFFICIELS			
Allemagne (Empire d')		Hongrie	
ROYAUME DE PRUSSE		Ville de Budapest	
<i>Bureau royal de Statistique.</i> — Revue trimestrielle du Bureau. Année 1913.	Ap ²¹ 13	<i>Bureau de Statistique de la ville.</i> — Bulletin mensuel de Statistique. Année 1913.	Hgb ²² 13
Ville de Berlin		.. Bulletin hebdomadaire de Statistique. Année 1913.	Hgb ^{22a} 13
<i>Bureau de Statistique de la ville.</i> — « Gross Berlin ». Statistique mensuelle. Année 1913.	Abe ²¹ 13	Bolivie (République de)	
Argentine (République)		<i>Direction générale de Statistique et des Études géographiques.</i> — Bulletin trimestriel, nos 73 à 76. 1912.	Bo ²¹ 12
<i>Direction générale de Statistique.</i> — Le commerce extérieur argentin en 1911 et 1912.	Arm ³ 11-12 c	.. Bulletin trimestriel, n° 85. 1913.	Bo ²¹ 13
— Id. pendant les premiers semestres de 1912 et 1913.	Arm ³ 12-13 a	Bulgarie	
Ville de Buenos-Ayres		<i>Direction générale de Statistique.</i> — Mouvement commercial de la Bulgarie avec les pays étrangers et prix moyens dans les principales villes (trimestriel), pendant le 1 ^{er} et le 2 ^e trimestre de 1912.	Bun ⁵ 12 a b
<i>Direction générale de la Statistique municipale.</i> — Bulletin mensuel de Statistique municipale. Année 1913.	Arba ² 13	— La Statistique agricole (ensemencements et récoltes pour les années 1910 et 1911.	Bu ²¹¹ 10-11
Australie (Confédération des États d')		— La Statistique du recrutement militaire régulier pendant les années 1907, 1908 et 1909.	Bu ²¹² 07-09
<i>Bureau confédéral du Recensement et de la Statistique (Melbourne).</i> — Navigation et migration d'outre-mer pour l'année 1912.	Aa ²⁰ 12	— Bulletin mensuel de la Direction générale de la Statistique. Numéros d'août 1912, septembre 1913.	Bu ²¹⁶ 12-13
— Tarifs douaniers et revenus de régie pour l'année 1912.	Aa ²⁷ 12		
— Sommaire mensuel de Statistiques australiennes pour l'année 1913.	Aa ²⁴ 13	Canada	
Autriche		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — <i>Bureau des Recensements et Statistiques.</i> — Statistiques mensuelles. Années 1910-1911-1912 et 1913.	Ca ²¹ 10-13
<i>Commission centrale de Statistique.</i> — Statistique criminelle autrichienne pour l'année 1910.	Au ²² 10	— Annuaire du Canada. 1911.	Ca ²² II
— Statistique des établissements d'instruction pour l'année scolaire 1909-1910.	Au ²¹³ 09-10	— Cinquième Recensement du Canada en 1911 (Bulletin I). — Les manufactures.	Ca ²⁴ II i
— Revue mens. de Statis. Année 1913.	Au ²⁴⁷ 13	— Id. Bull. II. Industries laitières pour l'année 1910.	Ca ²⁴ II ii
— Relations statistiques mensuelles sur l'agriculture. Année 1913.	Au ²⁴⁸ 13	— Id. Bull. IV. Agriculture de la Nouvelle-Écosse.	Ca ²⁴ II iv
— Rapports hebdomadaires sur les prix des marchandises. Année 1913.	Au ²⁶⁰ 13	— Id. Bull. V. Agriculture du Nouveau-Brunswick, pour l'année 1910.	Ca ²⁴ II v
— Kataster der Aualten und Einrichtungen für Kinderschutz und Jugendfürsorge in Wien, im ubrigen Niederösterreich, Oberösterreich, Salzburg und Steiermark. 1913.	Au ²⁷⁷ 13	— Id. Bull. VI. L'agriculture dans Québec pour l'année 1910.	Ca ²⁴ II vi
Ville de Vienne		— Id. Bull. X. L'agriculture dans l'Alberta pour l'année 1910.	Ca ²⁴ II x
<i>Bureau de Statistique de la ville.</i> — L'Administration communale de la ville de Vienne pour l'année 1912.	Auw ²⁴ 12	— Id. Bull. XI. L'agriculture de la Colombie britannique.	Ca ²⁴ II xi
BOHÈME		Chili	
Ville de Prague		<i>Office central de Statistique.</i> — Annuaire Statistique :	
<i>Bureau de Statistique.</i> — Bulletin hebdomadaire du Bureau. Année 1913.	Aubp ²¹⁰ 13	Criminalité. Police et Justice. Année 1910-1911.	Ch ²¹⁰ 10-II
SALICIE		Bienfaisance, médecine et hygiène. Année 1911.	Ch ²¹⁶ II
Ville de Cracovie		Danemark	
<i>Bureau municipal de Statistique.</i> — Bulletin mensuel de Statistique municipale pour l'année 1913.	Augo ²¹ 13	<i>Bureau de Statistique de l'État.</i> — Importation et exportation du Danemark en 1912.	Da ²⁶ 12

ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque	ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque
-- Communications statistiques, 4 ^e série, tome XLI. 1913	Dal ¹⁰ 13 xli	Bureau de Statistique. Compte général de l'Administration de la justice criminelle pour la France, Algérie, Tunisie pour l'année 1911 .	F1a1 11
Espagne		-- Direction des Affaires civiles et du Sceau. — Compte général de l'Administration de la justice civile et commerciale, France, Algérie, Tunisie pour l'année 1910	F1a1 10
Ville de Barcelone		MINISTÈRE DE LA MARINE. — Revue maritime (mensuelle). Année 1913	F11 13
Bureau de la municipalité. — Bulletin municipal de Barcelone (mensuel). Année 1913.	Eba ^{a2} 13	DÉPARTEMENT DE LA SEINE. -- Ville de Paris. Service de la statistique municipale. — Recueil trimestriel de statistique municipale. 1903.	F1a5 03
Direction générale de l'Institut géographique et statistique. — Bulletin de la Statistique municipale de Barcelone (mensuel). Nos de septembre et d'octobre 1913.	Eba ^{c1} 13	— Recueil de statistique municipale. 1910	F1a5 10
États-Unis d'Amérique		— Id. 1911. — a) Alimentation. Prix de diverses denrées 1908, 1909, 1910. Le renchérissement des denrées alimentaires, par M. G. Rouge. — b) Rapport sur l'enquête relative aux familles nombreuses dans la ville de Paris en juillet 1910, par M. le Dr Jacques Bertillon.	F1a5 11 a
DÉPARTEMENT DU COMMERCE ET DU TRAVAIL. — Bureau des Travaux statistiques. — Bulletin n° 116. Hours, Earnings, and Duration of employment of Wage-Earning women in selected industries in the District of Columbia. 1913.	EUc85 13	— Id. 1911. — Enquête sur la vie ouvrière aux États-Unis, poursuivie par le Board of Trade britannique. Id. 1912. — De la mortalité et des causes de mort par profession.	F1a5 11 b
— Bull. n° 119. Working hours of women in the pea Canneries of Wisconsin. 1913.	EUc86 13	— Id. 1912. — Statistique des logements à Paris (Nombre de pièces, nombre d'habitants).	F1a5 12 a
Bureau du Commerce étranger. — Rapports sommaires mensuels du commerce et des finances pour l'année 1913	EUc89 13.	— Id. 1913. — De la mortalité et des causes de mort par profession, par le Dr Jacques Bertillon.	F1a5 12 b
ÉTAT DU MASSACHUSETTS		— Mouvement de la population et état sanitaire des communes du département de la Seine (trimestriel). Années 1903 à 1912	F1a5 13
Bureau de Statistique. — La législation du Travail au Massachusetts. 1913.	EUma ^{b6} 13	-- Bulletin hebdomadaire de statistique municipale n° 47. 16-23 novembre 1913	F1a5 03-12
— Rapports de l'état des emplois. Mars et juin 1913.	EUma ^{b7} 13		F1a5 13
— Rapport sur les organisations du travail pour l'année 1912.	EUma ^{b10} 12 b	Grande-Bretagne	
— Rapport sur les grèves et lock-outs pour l'année 1912	EUma ^{b14} 12	MINISTÈRE DU COMMERCE. — Département du Travail. — « Labour Gazette » (mensuelle). Année 1913.	GBa ^{a3} 13
France		IRLANDE	
MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — Direction du Travail. — Bulletin du ministère du Travail (mensuel). Année 1913	Fda10 13	DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE. — Statistique (mensuelle) des banques, des chemins de fer et de la navigation maritime (incomplet). Année 1913	GBi ^{a1} 13
— Statistique générale de la France. — Bulletin trimestriel de la Statistique générale de la France. 1913	Fda42 13 c	— Journal trimestriel 1913	GBi ^{a4} 13
— Enquête sur la réduction de la durée du travail le samedi (Semaine anglaise). 1913	Fda44 13	Hollande	
— Conseil supérieur du Travail. — Age d'admission au service de la clientèle dans les auberges, hôtels, etc... 1913	Fda45 13	Bureau Central de Statistique. — Introduction aux résultats du neuvième recensement général et du dénombrement des demeures habitées et des professions. 1909	Hd1e 09 d
— La réduction de la durée du travail le samedi (Semaine anglaise). Procès-verbaux et documents. 1913	Fda45 13	— Densité de la population des communes, des provinces et du royaume et liste alphabétique des villages, hameaux, subdivisions des communes, etc... avec indication des communes et provinces auxquelles ils appartiennent, d'après le recensement du 31 décembre 1909	Hd1e 09 e
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — Direction des Affaires commerciales et industrielles — Annales du Commerce extérieur pour 1913.	Fde1 13		
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — Direction de l'Assistance et de l'Hygiène publiques. — Statistique sanitaire de la France. 2 ^e partie. Communes de moins de 5.000 habitants et France entière. Année 1911	Fde1 13		
MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — Direction des Affaires criminelles et des Grâces. —	Fde1 13		

ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque	ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque
— Résultats du dénombrement des professions dans le Royaume des Pays-Bas au 31 décembre 1909. 1 ^{re} partie.	Hd8 09 b	Sau-Salvador (République de) <i>Conseil supérieur de Salubrité.</i> — Bulletin mensuel. Années 1912 et 1913 (incomplet)	Se01 12-13
— Id. 2 ^e Partie, 1 ^{re} livraison (2 vol.)	Hd8 09 c 1-11	Suède DÉPARTEMENT CIVIL. — <i>Bureau central de Statistique.</i> — Revue de Statistique (trimestrielle). Année 1913.	Saa10 13
— Id. 2 ^e Partie, 2 ^e livraison.	Hd8 09 d	— Tableau mensuel des importations et des exportations pendant l'année 1913	Saa12 13
— Id. 3 ^e Partie.	Hd8 09 e	— L'Office des assurances de l'État sur les accidents du travail en 1912	Saa19 12
— Tableaux statistiques (annuels) sur le mouvement de la population pendant l'année 1912	Hd15b 12	<i>Direction générale des Chemins de fer.</i> — Communication mensuelle sur la statistique des chemins de fer. Année 1913	Sadic 13
— Revue mensuelle du Bureau central de Statistique. Année 1913	Hd17b 13	<i>Bureau général géodésique.</i> — Rapport sur l'arpentage en 1912	Sael 12
— Tableaux statistiques mensuels des causes de décès. Année 1913.	Hd18a 13	DÉPARTEMENT DES CULTES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — <i>Direction générale des Services médicaux.</i> — Statistique médicale pour 1911.	Ssaa11 11
— Tableaux statistiques annuels des causes de décès pour l'année 1912	Hd18b 12	DÉPARTEMENT DES FINANCES. — <i>Direction générale des Postes.</i> — Statistique postale pour l'année 1912	Sscl 12
Italie MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — <i>Direction Générale de la Statistique et du Travail.</i> — Le mouvement de la population pendant l'année 1911.	Ia27 11	<i>Banque de Suède.</i> — Bilans mensuels. Année 1913.	Ssf2 13
— Mouvement de la population par mariages, naissances et décès pendant l'année 1912	Ia27 12 a	<i>Inspection des banques.</i> — Rapport mensuel sur les banques. Année 1913	Schia 13
— <i>Office du Travail.</i> — Bulletin mensuel de l'Office du Travail. Année 1913	Iad1a 13	DÉPARTEMENT DE LA MARINE. — <i>Service sanitaire de la marine.</i> — Les Établissements sanitaires en 1912-1913.	Ssrb1 12-13
— Bulletin bi-mensuel de l'Office du Travail. 1 ^{re} année, nos 1 à 20, mars-décembre 1913	Iad27 13	Suisse CONSEIL FÉDÉRAL. — Rapport sur la gestion et le compte de la régie des alcools pour l'année 1912.	Su012
Ville de Florence <i>Office de Statistique.</i> — Bulletin statistique mensuel de la ville. Année 1913	Ifa1 13	Turquie MINISTÈRE DES FINANCES. — <i>Section de la Statistique.</i> — Bulletin mensuel de statistique. Année 1913	Td1 13
— <i>Bibliothèque nationale centrale de Florence.</i> — Bulletin mensuel des publications Italiennes. 1913	Ifa1 13	Uruguay (République de l') MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE. — Revue mensuelle du ministère de l'Industrie. Année 1913.	Ur1 13
Ville de Venise <i>Office de Statistique.</i> — Bulletin mensuel, n° d'octobre 1913	Ivea3 13	Ville de Montevideo <i>Direction du Recensement et de la Statistique.</i> — Bulletin mensuel de statistique municipale pour l'année 1913. — Résumés annuels de statistique municipale. Année 1912	Um01 13 Um02 12
Mexique SÉCRÉTARIAT DU COMMERCE, DE LA COLONISATION ET DE L'INDUSTRIE. — <i>Direction générale de Statistique.</i> — Bulletin de la Direction générale de Statistique. Nos 2 et 3. Année 1913	Ma20 13 a b	Venezuela MINISTÈRE DU COMMERCE. — Bulletin mensuel du ministère du Commerce. Année 1913.	Vd3 13
Roumanie MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — <i>Le Moniteur Commercial roumain</i> (bi-mensuel). Année 1913	Ror1 13	DOCUMENTS INTERNATIONAUX ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE. — Bulletin trimestriel de l'association. Année 1913.	Intcab2 13
Ville de Bucarest <i>Bureau statistique de la Ville.</i> — Bulletin mensuel de statistique. Année 1913	Roba1 13	INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE (Rome) <i>Bureau de la statistique générale.</i> — Bulletin mensuel de statistique agricole. 1913.	Intcaelb 13
Russie DÉPARTEMENT DES DOUANES. — <i>Le Commerce extérieur de la Russie par la frontière d'Europe</i> (mensuel). Année 1913	Ro1b 13	<i>Bureau des Institutions économiques et sociales.</i> — Communications à la presse (mensuelles). Année 1913.	Intoneab 13
Ville de Saint-Petersbourg <i>Bureau municipal de Statistique.</i> — Bulletin mensuel du Bureau. Année 1913	Rp02 13		
— Bulletin hebdomadaire du Bureau. Année 1913.	Rp04 13		

ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque	ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque
BUREAU INTERNATIONAL DE LA PAIX A Berne. — Le mouvement pacifiste (organe mensuel du Bureau). Année 1913	Intocaf 13	États-Unis d'Amérique <i>Faculté des sciences politiques de l'univer- sité de Columbia.</i> — « Political science quarterly ». La science poli- tique trimestrielle. Année 1913. . .	QFV3 13
DOCUMENTS PRIVÉS		<i>Société philosophique américaine (Phila- delphie).</i> — Comptes rendus men- suels. Année 1913	QFV4 13
ANONYME. — Les grands magasins à Paris, à Berlin et en Amérique. Leur or- ganisation commerciale (Berger- Levrault éditeurs. Paris, 1913) . . .	π ^a 71	<i>Yale publishing Company de New-Haven.</i> — « The Yale Review (trim.) ». Année 1913	QFV6 13
ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'AVANCE- MENT DES SCIENCES. — Bulletin n° 31 novembre 1913. Informations et do- cuments divers. (Paris, 1913) . . .	π ^a 72	France <i>Société de Statistique de Paris.</i> — Journal mensuel. Année 1913	QF1a 13
BUSSARD (M ^{me} Odette). — Les cercles de Fermières. (Voir « Musée social » n° 365) (Paris, 1913)	π ^b 239	— Annuaire de la Société (liste des membres). Année 1913.	QF1b 13
CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS. — Cata- logue de la Bibliothèque (Paris, 1913)	π ^c 256	<i>Société d'économie sociale.</i> — La Réforme sociale (Bulletin mensuel). Année 1913	QF2b 13
COLSON (C.). — Statistique des transports et du commerce international en France et à l'étranger. — La dette, le budget et les impôts en France. (Paris, 1913)	π ^c 257	<i>L'avenir économique et financier</i> (E. LE CHARTIER). — Répertoire bi-mensuel des assurances. Année 1913 (incom- plet)	QF11 13
JACQUART (Camille). — Essais de statisti- que morale : 1) Le suicide (Bruxelle, 1908).	π ^d 49	<i>L'économiste européen</i> (Ed. THERY). — Journal hebdomadaire. Année 1913.	QF13 13
2) Le divorce (Bruxelles, 1909).	π ^d 50	<i>Le rentier</i> (Alfred NYMARCK). — Journal hebdomadaire. Année 1913	QF18 13
LESIGNE (Ernest). — Les droits du travail. 1) L'homme ne veut plus du sala- riat (Paris, 1911)	π ^d 173	<i>La revue économique et financière</i> (KER- GALL). — Journal hebdomadaire. Année 1913.	QF19 13
MUSEE SOCIAL — Les cercles de Fermières, par M ^{me} Odette Bussard (Paris, 1913) . . .	π ^m 365	<i>Le Musée social.</i> — Annales (Revue men- suelle). Année 1913	QF20 13
— L'Égypte et l'association agricole, par Joseph Ribet (Paris, 1913)	π ^m 366	<i>Ligue nationale de la prévoyance et de la mutualité.</i> — Revue mensuelle de la Ligue (Année 1913)	QF22 13
MARCH (Lucien). — Contribution à la sta- tistique des fonctionnaires (Paris, 1913)	π ^m 367	<i>Institut des actuaires français.</i> — Bulletin trimestriel (Année 1913)	QF28 13
RIBET (Joseph). — L'Égypte et l'associa- tion agricole (Voir « Musée social » n° 366) (Paris, 1913)	π ^r 150	<i>Société de géographie de Paris.</i> — Bulletin mensuel (Année 1913)	QF41c 13
THÉRY (Edmond). — Un grave danger monétaire pour les pays prêteurs (Paris, 1913).	π ^t 87	<i>Société des études coloniales et maritimes.</i> — Revue mensuelle des questions coloniales et maritimes (Année 1913).	QF43 13
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES NON OFFICIELLES		<i>Annales du midi.</i> — Revue trimestrielle (Année 1913)	QF44 13
Argentine (République)		<i>Comité central des houillères de France.</i> — Circulaires nos 4.701 à 4.900. Année 1913	QF49aa 13
<i>Musée social argentin.</i> — Bulletin mensuel 1913	QAr3 13	— Tables analytiques et chronologiques des circulaires de 4.501 à 4.700. Année 1913.	QF49ab 13
Belgique		<i>Société des agriculteurs de France.</i> — Bulletin de la société (Revue agri- cole bi-mensuelle). Année 1913. . .	QF50a 3
<i>Moniteur des intérêts matériels.</i> — Journal trihebdomadaire. Année 1913.	QM4 13	— Id. Comptes rendus de l'assemblée générale de 1913	QF50b 13
Canada		— Id. Liste générale des membres. Année 1913	QF50c 13
<i>École des hautes études commerciales de Montréal.</i> — Revue économique cana- dienne (mensuelle). Année 1913 . . .	QCa1 13	<i>Société nationale d'horticulture.</i> — Journal mensuel. Année 1913	QF53a 13
Égypte		— Id. Supplément au journal (Liste des membres). Année 1913.	QF53b 13
<i>Société fédérale d'économie politique et de législation.</i> — L'Égypte contem- poraine. (Revue mensuelle), nos 13 et 14. Janvier et mars 1913.	QF51 13	<i>Chambre de commerce de Nancy et office économique de Meurthe-et-Moselle.</i> — Bulletin (paraissant tous les deux mois) pour l'année 1913	QF62 13
Espagne		<i>L'économie nationale.</i> — Journal hebdo- madaire, économique et financier (Année 1913)	QF63 13
<i>Société royale géographique de Madrid.</i> — Bulletin trimestriel (Année 1913) . . .	QEs5a 13	Grande-Bretagne <i>Société royale de statistique de Londres.</i> — Journal mensuel. Année 1913.	QGa1a 13
Id. — Section de géographie commer- ciale. — Revue de géographie colo- niale et mercantile (mensuelle). An- née 1913	QEs5b 13		

ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque	ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque
<i>The economist</i> . — Journal hebdomadaire, commercial, des banques, chemins de fer, etc. . Année 1913	Q ¹⁰² 13	des questions économiques, finan- cières et sociales Année 1913 . .	Q ¹⁰¹ 13
Italie		<i>Unionitalienne de l'éducation populaire</i> . — « La Cultura popolare » (Revue bi- mensuelle) Année 1913	Q ¹⁰³ 13
<i>L'école positiviste dans la jurisprudence pénale</i> (Enrico FERRI). — Revue men- suelle. Année 1913	Q ¹¹ 13	Mexique	
<i>L'économiste</i> (A. DE JOHANNIS). — Gazette hebdomadaire Année 1913.	Q ¹² 13	<i>Société mexicaine de géographie et de statistique</i> . — Bulletin mensuel. Année 1913	Q ¹⁴ 13
<i>Revue italienne de sociologie</i> (Guido CAVA- GLIARI, Giuseppe SINIGI) Men- suelle Année 1913	Q ¹⁵ 13	Suède	
<i>La réforme sociale</i> — Revue mensuelle		<i>Revue économique</i> (DAVID DAVIDSON) — Mensuelle. Année 1913	Q ¹¹ 13

VIII

AVIS DE MISE EN VENTE DES OUVRAGES PUBLIÉS PAR LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE

A L'OCCASION DE SON CINQUANTAIRE

Nous rappelons que la Société a publié, à l'occasion de son Cinquantième et de la réunion de la XII^e session de l'Institut international de Statistique, un ouvrage intitulé :

LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE — NOTES SUR PARIS

Cet ouvrage, dont il a été rendu compte dans le Journal de la Société (numéro d'août 1909, page 281), a été adressé par la poste le 2 août à tous les membres de la Société.

Il est mis en vente, au prix de 5 francs, à la LIBRAIRIE BERGER-LEVRULT, 5-7, rue des Beaux-Arts, à Paris.

Le numéro exceptionnel du Journal (août 1909), consacré presque entièrement au compte rendu du Cinquantième de la Société et composé de 156 pages, est également mis en vente à la même librairie, au prix de 3 francs l'exemplaire.

Le Gérant : R. STEINHEIL